

Paris collectifs sportifs—Loi

Le gouvernement persiste à soutenir que c'est l'opposition qui retarde l'organisation de ces Jeux. Il n'a même pas envisagé la possibilité que tant l'Association olympique canadienne que le comité organisateur de Calgary souhaitent mettre sur pied leur propre loterie. Qu'est-il arrivé à cette proposition? Nous prétendons encore que nous avons besoin de paris collectifs sportifs pour financer les Jeux olympiques de Calgary. Or, la majorité et les députés de l'opposition comme les gens de Calgary, savent fort bien que les recettes de ces paris collectifs sportifs ne suffiront pas à financer les Jeux olympiques.

• (2050)

A l'étape de la troisième lecture, nous allons pouvoir expliquer plus en détail pour quelles raisons le projet de loi ne doit pas être adopté. Ceci étant dit, intéressons-nous plus particulièrement à la motion à l'étude.

En 1976, le gouvernement fédéral a proposé d'exploiter des loteries afin de recueillir les fonds nécessaires pour financer les Jeux olympiques de Montréal comme il l'avait promis et de se retirer ensuite de ce domaine. Les députés se souviendront que le gouvernement s'était engagé à ne plus exploiter de loteries après les Jeux. C'est à ces conditions que notre parti a voté en faveur de la mesure. Notre motion propose de procéder de la même manière à propos des Jeux olympiques de Calgary. C'est le moins que nous puissions faire. Si le gouvernement ne peut recueillir suffisamment d'argent à même les recettes fiscales, il doit être disposé à négocier pour trouver une quelconque autre source de financement. Si les paris collectifs sportifs constituent le seul moyen de financer les Jeux olympiques de Calgary, le gouvernement doit s'engager de façon tout à fait claire à ce que les recettes des paris collectifs sportifs ou des autres jeux légaux prévus aux termes de l'article, doivent servir uniquement au financement des Jeux olympiques. Si l'on parle de paris collectifs sportifs au public, dans ce cas, il faut que les Jeux olympiques de Calgary soient le bénéficiaire de cette entreprise de commercialisation. C'est l'objet de notre amendement. La ville de Calgary doit être la seule à recevoir les recettes des paris collectifs sportifs. Une fois que les Jeux auront eu lieu, le gouvernement fédéral doit cesser d'exploiter les jeux. La population devrait pouvoir ensuite dire si elle tient à ce qu'on les maintienne.

La population pourrait surtout participer au financement des Jeux olympiques de Calgary et verser le montant qu'elle désire. Je le répète, la ville de Calgary bénéficierait ainsi exactement du même traitement que Montréal. Si les recettes de loteries dont la mise en place est proposée dans le projet de loi sont effectivement destinées essentiellement à Calgary et que le retard apporté à adopter le projet de loi nuit aux intérêts de la ville comme le prétend le gouvernement, que l'on précise dans le projet de loi que les recettes des jeux seront versées à la ville de Calgary et serviront au financement des XV^e Jeux olympiques d'hiver.

Le ministre nous a dit au comité qu'il fallait trouver un moyen d'assurer le financement de cette manifestation sur une base volontaire. Si nous devons mettre en place des paris collectifs sportifs et que les recettes de ces paris doivent servir au financement des Jeux olympiques, c'est là un moyen très simple et sans équivoque de préciser à quoi l'argent va servir et qui

va bénéficier des millions de dollars que les Canadiens vont dépenser en billets de loterie ou aux jeux mystérieux que le gouvernement envisage d'imposer à la population. En conclusion, j'invite la Chambre à adopter la motion n° 3.

L'hon. Steven E. Paproski (Edmonton-Nord): Monsieur le Président, j'ai éprouvé beaucoup de plaisir à entendre aujourd'hui mes collègues en général et le député de St. Catharines (M. Reid) déclarer ouvertement qu'ils s'opposent à ce projet de loi concernant les paris sportifs.

Au cours de la fin de semaine qui vient, des milliers d'athlètes parmi les meilleurs du monde vont venir des cinq continents pour participer à Edmonton aux Universiades, la plus importante manifestation de sport amateur au monde et vraisemblablement l'une de celles qui passionnent le plus les spectateurs. Elles vont avoir lieu dans la circonscription de mon collègue le député d'Edmonton-Sud (M. Roche). L'inauguration des Universiades, prévue pour vendredi le 1^{er} juillet, va coïncider avec le 116^e anniversaire de la Confédération. Leurs Altesses Royales, le prince et la princesse de Galles, doivent y assister. Soit dit en passant, la princesse Diana célébrera quant à elle son 22^e anniversaire de naissance.

Si je signale cet événement à la Chambre, c'est pour lui faire savoir qu'il est financé grâce à un accord intervenu entre les gouvernements provinciaux. Cela témoigne d'un magnifique effort de collaboration fédérale-provinciale. A vrai dire, si je ne m'abuse l'un des seuls accords que notre parti ait signés dans le peu de temps qu'il a exercé le pouvoir.

M. Fox: Vous avez fait aux provinces un superbe cadeau.

M. Paproski: Ce n'est pas le superbe cadeau que le ministre des Communications (M. Fox) imagine. Celui-ci n'a-t-il pas touché 98 millions de dollars dont il peut consacrer la moitié à la culture?

M. Fox: Combien?

M. Paproski: Plus exactement, 98.7 millions de dollars.

M. Fox: En échange de 35 millions de dollars.

M. Paproski: C'est presque 100 millions de dollars que le gouvernement fédéral a touchés des provinces et dont il peut consacrer 50 millions à la culture et 50 millions à la santé et au sport amateur.

M. Fox: Vingt-quatre millions de dollars.

M. Paproski: C'est la somme cumulative. Si le ministre a quelque chose à dire, qu'il prenne la parole. J'espère ne pas perdre des minutes précieuses à cause de tout ce charivari.

Si j'ai parlé des Universiades, c'est qu'elles font partie intégrante de l'accord. Vous ne sauriez imaginer tous les obstacles que le président Ed Zemrau et le directeur général Alex Fallo ont dû surmonter pour obtenir de l'argent du gouvernement fédéral. L'argent était là pour les Jeux universitaires et les Jeux olympiques de Calgary. C'était là l'objet des objectifs et des principes établis dans l'entente conclue avec les provinces. Pourtant les intéressés ont dû se mettre à genoux, afin d'obtenir quelque chose du sénateur concerné. Je ne peux décrire à quel point je regrette que le gouvernement n'ait pas respecté cette entente.